

Séance de rentrée académique 25_26 ENSAV LA CAMBRE

Le 13 octobre 2025

Benoît Hennaut, directeur

Mesdames, Messieurs,
Cher.e.s collègues,
Cher.e.s étudiant.e.s,

I.

Cette année 2025 aura été marquée par une série abondante de faits marquants, crises politiques, alertes diverses, qui auront engagé à de très nombreux niveaux des débats nécessaires. Plus que jamais nous vivons dans un monde d'oppositions contrastées, en apparence irréconciliables, traversées par des engagements privés ou collectifs. Traversées aussi par des opinions qui parfois (souvent) n'en sont pas, fruits d'une reproduction du même au gré de messageries publiques dépourvues de tout espace de pensée. Or ces contextes nécessitent une pensée multiple, ouverte, nuancée, dont les médias dominants sont aujourd'hui tellement avares.

De pensée multiple il est question en ces murs, au travers des mots mais surtout au travers des multiples langages et moyens d'expression qui sont ici expérimentés, déployés, exposés, proposés. De cette diversité d'expression jaillit la qualité et la légitimité de nos enseignements, de nos diplômes et de celles et ceux qui les obtiennent.

A l'occasion de cette rentrée académique je voudrais commencer par rendre hommage et nous placer dans la continuité des paroles remarquables qu'ont prononcées à tour de rôle et à une semaine d'intervalle les rectrices de l'Université

Libre de Bruxelles et de l'Université de Liège au cours de leurs séances solennelles respectives.

Ces paroles ont résonné fort et juste dans le monde académique, auquel nous appartenons, mais concernent la société dans son ensemble et a fortiori l'expression artistique et créative qui nous occupent ici en particulier. Il s'agissait dans un cas comme dans l'autre de réaffirmer avec force la liberté des intellectuels, des chercheurs, des enseignants, et j'ajoute des artistes, à ne pas se soumettre aux injonctions autoritaires d'une pensée homogène, unique, en vérité soumise.

Que ce soit le libre examen dans ses fondements les plus essentiels (y compris celui de se l'appliquer à soi-même et de se donner tort), ou la liberté d'expression comme socle de toutes les démarches au cœur des enceintes de création de savoir, les professeures Annemie Schauss et Anne-Sophie Nyssen ont dit de manière exemplaire les valeurs qu'à notre tour nous ne pourrions nous voir contestées et qui conduisent notre action. Pensée contradictoire, liberté d'expression.

Je pense important de les renommer ici même si les débats qui ont traversé notre propre école ces derniers mois n'ont heureusement pas été pollués par ces attaques externes inacceptables qui ont touché les universités. Néanmoins, notre vigilance collective à cet égard doit être encouragée car comme partout ailleurs les flux algorithmiques et les raccourcis autoritaires rôdent. Comme nous le pointions lors de notre récente Journée Forum consacrée au thème 'enseignement artistique et engagement politique', la pratique de la nuance est devenue la nouvelle radicalité !

A cet encouragement à la pensée autonome et contradictoire, et à la défense de la liberté d'expression j'ajouterais l'importance accordée à leur résultante, à savoir le nécessaire pluralisme actif et accueillant qui en fait vivre le produit, la multiplicité des points de vue, des idées et des affiliations. Le pluralisme dans sa version la plus noble n'est pas une juxtaposition neutralisante des contraires, autrement appelée neutralité, mais bien une démarche dynamique, souvent inconfortable, qui cherche en permanence son équilibre en refusant les dominations.

Ce pluralisme est inscrit au sein de notre projet pédagogique et artistique, et c'est dans sa défense renouvelée et sa promotion bienveillante que je souhaite inscrire notre rentrée dans la foulée de ces principes rappelés par les universités.

C'est dans ce pluralisme que je souhaite positionner et rappeler ce qu'on me demande régulièrement de définir comme la position institutionnelle de l'école à l'égard de telle cause ou de tel conflit. D'abord il ne m'appartient pas de la formuler seul. Mais à part des principes constitutionnels qui nous guident ou d'éléments de droit (notamment de droit international) que nous pouvons et devons faire nôtres sans sourciller, la seule position institutionnelle qui vaille à mes yeux est celle de garantir l'espace de ce pluralisme, de défendre la liberté d'expression garantie à chaque membre de notre communauté dans le respect de l'autre. La position de l'école en tant qu'institution est factuelle sur le plan des définitions ou des affirmations relatives à telle situation ou à tel débat. Notre opinion institutionnelle, et celle que je défends dans mon rôle, quel que soient les sujets à venir, est qu'on ne peut par contre pas contester d'aucune manière aux membres de notre communauté le droit de partager leurs opinions individuelles dans le cadre de ce pluralisme actif. Autrement dit, et pour reprendre une expression de ma part qui a peut-être surpris lors de cette journée forum de septembre que j'évoquais, non je ne pense pas pouvoir défendre une expression militante dans le chef de l'institution (qui est faut-il le rappeler une émanation d'un organe public, sous tutelle du gouvernement, pas une asbl ou un corps privé), mais oui j'offrirais ma tête au fait qu'on menace d'une quelconque manière l'expression militante et engagée des membres de notre communauté dans le cadre des valeurs de respect mutuel incarnées par ce pluralisme actif, pour autant que ce soit dans la nuance et la documentation. Être un lieu de débat et de confrontation est un motif constitutionnel de La Cambre, une part de son ADN.

II.

Alors pour s'affirmer et s'engager à titre individuel, développer sa pensée agissante dans le contexte de nos métiers ou dans le contexte de nos vies personnelles, que faire, comment faire dans le contexte que nous connaissons ?

Dans le chaos et les multiples défis (qu'ils soient planétaires, ou les enjeux d'un secteur tout particulier, d'une vie particulière), quelle place pouvoir occuper pour se sentir appartenir ? pour se sentir agir ?

Comment ne pas se résigner à l'impuissance devant l'étendue des désastres, ou comment ne pas rester paralysé par la sidération ?

Sans détenir aucune recette ni asséner ici aucune leçon, j'aimerais partager une pensée qui me semble porteuse de mouvement.

La *Bhagavad Gītā*, texte fondamental de la philosophie indienne, aborde en profondeur la notion d'action juste (*karma* en sanskrit), notamment à travers les enseignements de Krishna à Arjuna. L'action juste y est souvent reliée à des concepts comme le désintéressement, le détachement des fruits de l'action, l'équanimité, ou encore l'accomplissement de soi-même (*dharma*).

Le principe de l'action juste traverse des traditions aussi éloignées (en apparence) que la *Bhagavad Gītā*, la philosophie morale de Kant, la pensée politique d'Hannah Arendt, ou encore l'existentialisme d'Albert Camus. Dans la *Bhagavad Gītā* donc, à l'origine, Krishna enseigne à Arjuna que l'action doit être accomplie sans attachement au résultat, mais avec rigueur, avec droiture intérieure — non pour soi, mais parce qu'elle doit être faite. Chez Immanuel Kant, c'est l'idée du devoir moral désintéressé : on n'agit pas pour réussir, mais parce qu'agir ainsi est juste. Une action est morale si elle est faite par devoir, non par intérêt ou émotion. C'est l'intention qui fonde la moralité de l'acte, non ses conséquences. Avec Hannah Arendt, on comprend que l'action politique, même incertaine, est un engagement dans la pluralité du monde : on s'expose, on initie, sans garantie. Pour Arendt, l'action est le lieu de la responsabilité individuelle dans l'espace public. Même si on ne contrôle pas les conséquences, on doit assumer la responsabilité de nos actes.

Chez Albert Camus enfin, dans un monde absurde où les résultats échappent à toute logique morale, l'homme doit agir quand même, par fidélité à sa révolte, par cohérence intérieure. L'éthique de Camus valorise l'acte en lui-même, non son succès ou son efficacité.

Et c'est cela qui nous est nécessaire aujourd'hui, en héritage d'une philosophie millénaire ou de ces penseurs moins lointains, chers à nos convictions. Refuser la paralysie. Refuser le cynisme. Refuser l'illusion d'un héroïsme ou d'une solution totale. Ne pas attendre cette solution totale. Et quand même, agir.

Un geste juste, ce peut être : dire non, prendre soin, écrire une ligne, écouter sincèrement, refuser une compromission, soutenir un collègue, ou simplement faire ce qui doit être fait — même si c'est petit, même si personne ne regarde.

L'époque actuelle semble nous confronter à une forme d'absurde politique et écologique — une perte de repères, une crise de sens. Mais cette tension est justement le lieu où peut émerger une éthique de la fidélité à soi-même, à ses valeurs, à ses engagements. C'est là que le geste devient acte, non dans sa portée immédiate, mais dans sa justesse. L'action juste, dans ce contexte, est peut-être moins une solution qu'un exercice quotidien de présence. Elle ne résout pas. Elle ne sauve pas. Mais elle tient. Elle tisse. Elle soutient ce qu'il reste d'humain, de sensé, d'engagé dans nos pratiques. Agir sans certitude, sans garantie de succès, mais sans renoncer. C'est une manière d'habiter ce monde, et peut-être, de continuer à le rendre habitable.

La concentration de gestes posés à titre individuel n'est pas un repli éthique, ou une posture de « petit geste face à l'immensité ». C'est autant d'actes de présence au monde, d'attention, de cohérence. Ce n'est pas un exercice isolé, unique, dépourvu de liens. Prendre conscience de cette multitude juxtaposée soutient l'engagement et le perpétue. De la chaîne de petits gestes isolés face au désastre et à l'impuissance ou la sidération, de cette concentration de gestes posés à titre individuel naît la possibilité d'une alternative. D'espoir aussi peut-être.

Comme le disait Jacques Rancière dans un entretien publié dans *Le Monde* le 26 août dernier, « On assiste à un renversement significatif. Les combats des deux siècles précédents avaient conduit à la conclusion que les petites communautés utopiques qui voulaient changer la vie tout de suite étaient vouées à l'échec et que seule était réaliste la perspective du bouleversement global. Aujourd'hui, on a plutôt le sentiment que seules les petites communautés offrent des possibilités réelles de changement et que c'est l'idée du bouleversement global qui est devenue une utopie. »

III.

Choisir donc ses lieux d'action et de préoccupation, mettre en lumière volontairement un contexte d'engagement possible parmi tant d'autres, y poser un geste qui fait sens, même modestement, même partiellement. Ce soir, je vous invite à le penser à travers le Congo.

Parmi les crises géopolitiques majeures de 2025, sans nier l'urgence qui est toujours celle de l'Ukraine ou de Gaza, le Congo reste trop souvent absent des projecteurs médiatiques, ou simplement réduit à une image simplifiée, presque stéréotypée. Pourtant, ce pays est le théâtre de violences multiformes, avec des millions de victimes anonymes, des populations instrumentalisées, broyées par les logiques extractivistes et la confiscation systématique des richesses. Une tragédie encore trop ignorée dans ses fondements, et pourtant un chaos qui traverse les marges de notre conscience collective.

Le Congo est bien plus qu'un territoire ou un état : c'est un creuset des fissures qui traversent le monde, un miroir dans lequel se reflètent les déséquilibres planétaires — économiques, politiques, écologiques, humains. Choisir d'y poser ses gestes, c'est s'engager dans un acte d'attention et de présence. C'est agir, non pour prétendre résoudre ou, pire, s'absoudre, mais pour être fidèle à ce qui nous semble devoir être fait, dans un engagement qui refuse la résignation ou l'impuissance, fût-ce à très petite échelle.

L'année 25-26 s'annonce ainsi pour nous et à notre petite échelle comme une année congolaise, dans le sens d'un engagement renouvelé et approfondi : trois projets, trois collaborations nouvelles ou relancées qui se tissent dans ce pays complexe. L'une à l'Université de Lubumbashi, dans le déploiement d'une nouvelle composante « design urbain » au cœur du Master en architecture, au gré de quelques premiers enseignements modestes et modulaires. Les deux autres en réouvrant la voie d'une collaboration avec l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa, à travers un premier contrat doctoral et un projet de formation de Master dans le domaine de la conservation préventive. D'un côté le vivre ensemble urbain, défi gigantesque des mégalofoles africaines, travaillé au cœur d'une ville coloniale champignon dont le présent dit encore l'étouffante réalité minière ; de l'autre, la préservation et le retour du patrimoine dans des conditions adaptées aux contextes africains, débat massif s'il en est, contradictoire et virulent. Ces engagements ne sont ni naïfs ni grandiloquents, mais incarnent l'idée d'un geste à très petite échelle qui nous semble devoir être posé sans attendre de mesurer son impact ou d'évaluer son bénéfice. Un geste juste.

Pour évoquer le Congo et plus largement ce qu'il symbolise de notre monde, je vous propose de renoncer aux citations, aux discours déjà balisés. J'ai rencontré la parole d'In Koli Jean Bofane à travers le long métrage documentaire « Soundtrack to a Coup d'État » de Johan Grimonprez. Un film qui fait œuvre de mémoire et de réflexion, une mise en abyme implacable des guerres culturelles qui se sont jouées au cœur de la guerre froide, et qui continuent de résonner dans les fractures contemporaines.

A travers l'invitation qui lui a été formulée ce soir, il s'agit d'écouter, de laisser parler la langue en direct, avec sa poésie parfois crue, parfois brutale, mais toujours juste dans sa capacité à approcher une vérité qui, même tissée de fiction, n'élude pas le réel. La voix d'un auteur comme In Koli Jean Bofane est une voix multilingue, un témoin polyphonique qui dit ce que le monde ne veut pas toujours entendre : les fissures profondes, les contradictions et les espoirs tissés au cœur ou au détriment d'un pays en tension.

Je vous remercie pour votre attention et je lui cède chaleureusement la parole, ainsi qu'à Elliot Ibouzidène, alumni du Master Textes et création littéraire 2024, qui a accepté de mener cet entretien.